

"Les valeurs de solidarité qui conduisaient autre fois notre quête de société plus humaine semblent avoir été remplacées,
ou du moins sont menacées par le matérialisme sans scrupules et la recherche de la satisfaction instantanée.

L'un des défis de notre époque, sans vouloir formuler de voeux pieux ou jouer au moraliste,
est de réintroduire dans les consciences le sentiment de la solidarité entre les hommes, la nécessité
d'être au monde par l'autre,

grâce à lui et pour lui."

Nelson Mandela.

Quel est le problème ?

Cinq maires de gauche co-signent un texte virulent à propos de la caserne Faron, se démarquent des positions du PS, et semblent être en accord avec la circulaire Colomb.

Et puis le journal local, en première page s'il vous plait (car quand l'évènement n'existe pas, il faut bien le créer), titre "Faron : le contrôle des migrants divise la gauche"...

On s'en fout !

Tout le monde se contrefout des soit-disant divisions de la gauche, cela n'intéresse plus que les journalistes en mal de scoops et les bobos donneurs de leçons qui s'ennuient à mourir dans leur vie médiocre et terne.

D'abord, le PS quand il combat Colomb et Macron, il est de gauche parce que la Gauche, c'est l'humain et le progrès social et parce que cette circulaire Colomb n'est que de la poudre aux yeux d'une inefficacité redoutable annoncée !

Tous les partis de gauche et toutes les associations solidaires disent la même chose. Mais il faut savoir que dans les Préfectures, ça grogne aussi. Demandez, en off, à un fonctionnaire de Préfecture si il a envie d'aller contrôler les migrants dans les centres d'hébergement comme dans les périodes les plus nauséabondes de notre histoire. Ils ne sont pas demandeurs, ils ne sont pas formés pour ça, ils ne comprennent pas le sens qui serait alors donné à leur mission. Cela ne marchera pas !

Mais par ailleurs, quand ces cinq maires s'expriment ainsi, ils sont tous les cinq de gauche. Parce que, relisez bien, leur argumentaire fait référence aux Lumières, ils nous parlent de Droits de l'Homme, de Droit d'asile, de respect, de dignité, ils sont de gauche.

La question de la division de la gauche n'est donc que du bavardage stérile.

Le vrai problème, celui dont il faut s'emparer tout de suite et qui devrait faire la Une des journaux, c'est la situation de ces centaines de familles, de ces mineurs isolés, de ces pauvres gens dans la détresse au quotidien.

Je n'ai pas signé ce texte, parce que, j'ai mieux à faire actuellement que de m'en prendre à la Gauche ou au Parti Socialiste.

Parce que aussi je n'en peux plus de ces imposteurs que sont les Colomb, Macron et leurs députés godillots, ils me donnent envie de gerber.

Mais je comprends et il faut comprendre ces maires qui sont mis en grande difficulté, confrontés à leur conscience faite d'humanité en sincérité, mais coincés par la lâcheté collective : on ne leur donne aucun moyen, on transporte les difficultés massivement sur leur territoire et puis on les livre en pâture aux observateurs, aux commentateurs, aux bien pensants, aux philosophes de facebook (ceux qui ont remplacé les philosophes de bistrot), aux médias qui se prennent pour des juges, aux juges qui se prennent pour des médias. Ou encore à ceux qui militent dans tel ou tel Parti (de droite comme de gauche), qui pensent qu'ils sont le Parti, tellement gonflés de prétention qu'ils sont persuadés d'avoir raison tout le temps. Ils ont des idées sur tout, ils ont surtout des idées.

Tous ces gens là n'agissent jamais, ils seraient bien incapables de gérer une commune, cela demande trop d'investissement personnel, d'abnégation, d'altruisme. Mais tous ces gens-là portent des jugements.

Pendant ce temps-là, les maires agissent tous les jours, ils font ce qu'ils peuvent. C'est dur d'être Maire. Il y a quelques années le Maire était le personnage le plus aimé des Français. Mais le bashing des élus étant devenu le sport national préféré des médias-médiocres, le Maire aujourd'hui est un exutoire permanent. Dans cette société de l'individualisme ordinaire le moindre

blaireau est habilité à commenter tous les faits et gestes du Maire.

Je m'adresse à vous les juges :

- Quand on lui entasse des dizaines de familles de façon indigne dans la caserne Faron, que voulez-vous que le Maire fasse ?

Il pourrait se taire, faire semblant. Non il se révolte. Comme il n'y a pas d'autre proposition que la Circulaire Colomb, il dit sa préférence, mais quel est véritablement son choix ?

- Quand le Préfet réquisitionne la caserne Faron, parce qu'il a des dizaines, des centaines de familles de migrants sur les bras, que voulez-vous qu'il fasse ? A-t-il vraiment le choix ?

- Le parti Socialiste et la gauche donnent leur avis. Que voulez-vous qu'ils fassent qu'ils se taisent face à l'injustice ?

- Et même Colomb, même si sa Circulaire est nulle et que je la combattrai, quand je lis sur les réseaux sociaux qu'un imbécile l'associe à Le Pen, je suis abasourdi !

Alors arrêtez de juger ou d'écrire de travers.

Constat :

- La planète ne nous appartient pas. Nous avons un devoir de solidarité, d'accueil, de fraternité universelle.

- Les centres d'hébergement, ça ne fonctionne pas. Tout le monde le sait. On y concentre la misère en attendant. En attendant quoi ? Personne ne sait. C'est de la violence

structurée, cela ne peut qu'aboutir à une issue encore plus violente. On y reconstitue des ghettos. - il y a des migrants politiques, des enfants de la guerre, l'Europe a un devoir d'accueil partagé et solidaire.

- Il y aura de plus en plus de migrants climatiques.

- mais il y a aussi des étrangers en situation irrégulière qui méritent d'être traités humainement, dignement, entendus, secourus.

Et l'afflux de migrants politiques ou climatiques ne doit pas donner prétexte à les oublier. Il ne faut jamais faire d'amalgame.

Propositions :

- convenir que la responsabilité ne peut être que collective.

- combattre toutes formes de racisme, de xénophobie, d'antisémitisme, de discrimination.

- éduquer les enfants à l'acceptation de l'autre.

La solution passe par les Maires. Il est de bon ton chez les technocrates immuables dans les ministères, qui vivent grassement grâce à nos impôts,

ou chez les observateurs réactionnaires, de dire qu'il y a trop de communes et donc trop de maires en France.

On connaît leurs arguments, la comparaison avec l'Allemagne ou d'autres pays d'Europe.

En fait, c'est à l'organisation républicaine issue de la Révolution Française qu'ils s'attaquent systématiquement, c'est le populisme institutionnel.

Mais dans cette société sans repères, les Maires sont indispensables. On vient les rencontrer quotidiennement quand on ne sait plus à qui s'adresser.

Comment l'Etat aurait-il fait après le Bataclan si il n'y avait pas eu l'extraordinaire réseau des Maires en France ?

Ils ont géré dans la proximité la sécurité des manifestations diverses et de la population.

Sans eux, la France entière aurait dû être militarisée pour être sous contrôle. Sans eux, on aurait arrêté de vivre, plus de fêtes, de réunions publiques, de kermesses d'écoles, par sécurité.

Ce réseau des Maires est donc un atout exceptionnel par le maillage qu'il offre sur le territoire et par leur rôle permanent dans le resserrement du lien social.

Et si, on proposait à tous les Maires de villes de plus de 2000 habitants en France, sur la base du volontariat de recevoir chacun trois familles de migrants dans leur Commune ?

Cinquante familles c'est un ghetto reconstitué. Une famille, c'est une famille isolée, abandonnée qui ne s'intégrera pas facilement. Mais en hébergeant dans le même quartier trois familles, elles pourront être solidaires, partager leurs difficultés, et s'entraider dans le processus d'intégration.

Il y a environs 5000 communes de plus de 2000 habitants, cela permettrait d'accueillir 15000 familles.

Et les villes de plus de 10000 habitants pourraient recevoir six ou neuf familles (par deux ou trois) dans des quartiers différents.

Il ne sera pas si compliqué de trouver assez vite deux ou trois logements disponibles.

Les Maires sont par définition volontaristes. Je crois vraiment à une proposition qui leur serait faite sur la base du volontariat, sans obligation.

Parce que ce qui leur a été proposé, ou plutôt imposé jusque là, n'est pas acceptable.

Quand on dit à un maire, vous avez une caserne, ou tout autre bâtiment désaffecté, on vous envoie 70 familles de migrants, ça n'est pas gérable.

La proposition que je formule et que j'adresserai plus officiellement prochainement au Gouvernement, ne pourrait fonctionner que si l'Etat assume ses responsabilités.

- D'abord, arrêter de diminuer les dotations de fonctionnement aux Communes, sinon ce sont une grande partie des services publics dispensés par les Communes

qui vont disparaître et toutes les couches de la population qui en subiront les conséquences.

- Arrêter de compresser aussi les bailleurs sociaux, pour qu'ils puissent continuer à investir et construire des logements sociaux.

- À partir du moment où des Maires auront hébergé des familles de migrants, mettre en œuvre un véritable accompagnement social et des aides pour cela.

Ne surtout pas reporter sur le dos des seules communes le nécessaire accompagnement social dans le parcours à venir de ces familles.

Que l'Etat ne se décharge pas ensuite de SA responsabilité sur les maires.

Enfin il faudra mobiliser les associations et la société civile. La responsabilité est collective dans une société digne.

Voilà, ça paraît simple, si on pouvait éviter de porter un nouveau jugement,... Il suffirait de le vouloir ensemble.

Hervé Féron.

L'actualité

Actualité
samedi 30 décembre 2017 11:40
